3. Aide publique au développement

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/738>

DOI : 10.4000/aspd.738

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1998

Pagination : 391-407

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« 3. Aide publique au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 17 | 1998, mis en ligne le 22 juillet 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/738> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.738>

3. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

a) **Aperçu général de l'aide publique au développement** (tableaux 3.1.)

L'aide publique au développement (APD) fournie par la Suisse a baissé de 4 % de 1994 à 1996. L'APD de l'ensemble des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) a quant à elle baissé de 6,2 % pendant la même période. Depuis le début des années quatre-vingts, la part des prestations bilatérales a varié entre deux tiers et trois quarts de l'aide publique accordée par la Suisse. Le montant total de l'aide bilatérale a baissé de plus de 9 % de 1994 à 1996.

Les principaux types de prestations de la Suisse sont la coopération technique et l'aide financière, qui ont représenté les deux tiers des versements effectués en 1996. La part des mesures de politique économique et commerciale, qui avait connu une forte croissance vers la fin des années 80, a baissé ces dernières années (15 % en 1993, moins de 11 % en 1996). Les aides alimentaire et humanitaire représentent une part assez stable de l'APD totale (entre 18 et 20 % de l'aide ces 10 dernières années). Le tableau 3.1.C. illustre les retombées économiques de l'aide sur l'économie de la Suisse.

b) **Répartition géographique de l'aide bilatérale** (tableaux 3.2.)

La répartition des versements suisses d'aide bilatérale par continents est semblable à celle des versements effectués par l'ensemble des pays membres du CAD - Comité d'aide au développement (sauf pour l'Asie et l'Océanie, où la part dans l'aide suisse est plus faible que la moyenne du CAD). Les différences apparaissent au niveau de la répartition par pays. Les grandes puissances soutiennent surtout les régions d'importance stratégique ou des pays dont les marchés sont en pleine expansion. Par contre, la Suisse accorde la priorité aux pays les plus défavorisés. En 1996, elle a versé 30 % de l'aide publique au développement aux pays les moins avancés (ce qui représente 0,10 % du PNB de la Suisse, alors que la moyenne pour tous les pays du CAD est de 0,05 % du PNB).

c) **Coopération technique et aide financière bilatérales** (tableaux 3.3)

La Direction du développement et de la coopération (DDC) soutient en priorité 16 pays et la région d'Amérique centrale. En 1996, ces pays et cette région ont reçu la moitié environ des fonds que la DDC affecte à la coopération technique et à l'aide financière. Le tableau 3.3.C montre les versements d'aide «multi-bilatérale» de la DDC à des organisations internationales (aide associée et cofinancements, compris dans l'aide bilatérale). Les versements aux banques de développement représentent 42,5 % des contributions multi-bilatérales.

d) L'aide multilatérale (tableau 3.4.)

La part de l'aide multilatérale a augmenté ces dernières années, en passant de 23 % de l'APD totale en 1993 à 29 % en 1996. Les versements aux banques de développement représentent plus de 47 % de l'aide multilatérale.

e) Contributions cantonales et communales (tableaux 3.5.)

L'aide fournie par les cantons et les communes suisses est en nette diminution depuis 1992. Les versements des cantons ont passé de 17,4 millions de francs en 1992 à 9,9 millions de francs en 1996. L'aide des communes a passé de 10,8 millions de francs en 1992 à 9,0 en 1996. Conséquence des restrictions budgétaires, l'aide des collectivités locales a donc baissé de près de 29 % pendant cette période. 40 communes ont versé en 1996 le 74 % de toute l'aide des communes suisses. Les contributions des cantons et communes sont généralement confiées à des ONG.

f) Actions des organisations non gouvernementales (ONG) (tableaux 3.7)

Les ONG sont financées par leurs collectes de fonds et par des contributions des pouvoirs publics. Les pouvoirs publics canalisent une part de l'aide par le biais des ONG. La DDC confie des projets en régie aux oeuvres d'entraide, à des collectivités publiques, aux institutions universitaires et à des bureaux de consultants. La DDC octroie aussi des contributions à des programmes que les ONG mettent sur pied elles-mêmes, ainsi que pour des actions d'aide humanitaire (voir les définitions des notes du tableau 3.3.B). La Confédération a ainsi versé 84 millions de francs en 1996 pour les ONG (et 59 millions de francs pour des projets en régie). Les ONG ont en outre reçu 18,2 millions de francs des cantons et communes suisses. Les informations sur les contributions des pouvoirs publics aux ONG figurent dans le tableau 3.7.B.

En 1996, les ONG ont d'autre part financé, grâce aux collectes de fonds auprès du public et auprès de leurs membres, des projets de coopération au développement et des actions humanitaires pour un montant de 226,6 millions de francs (tableau 3.7.A). Les ONG gèrent ainsi plus du quart de toute l'aide au développement fournie par la Suisse.

Remarque : La politique de la Confédération en matière de coopération au développement est détaillée dans le chapitre 9 de la partie Revue de cet Annuaire.

3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement

A. Types de contributions (1994, 1995 et 1996)

1. Versements nets de la Suisse

Types de contributions	1994	1995	1996	1994	1995	1996
	En millions de francs			En % du total		
Aide bilatérale	985.1	921.1	894.5	74.8	72.6	70.6
Dons	991.1	926.8	899.3	75.2	73.0	71.0
Remboursements	-6.0	-5.6	-4.8	-0.5	-0.5	-0.4
Aide multilatérale	332.3	348.0	372.7	25.2	27.4	29.4
Total	1'317.4	1'269.1	1'267.2	100.0	100.0	100.0

Notes : - l'aide bilatérale comprend les contributions que la Confédération accorde aux pays bénéficiaires, directement ou par l'intermédiaire des oeuvres suisses d'entraide, d'institutions universitaires, d'entreprises privées (surtout pour des projets à caractère très technique) et, lorsque les versements sont affectés à des projets spécifiques, d'organisations internationales.

- L'aide multilatérale consiste en contributions de caractère général aux organisations internationales. Ces versements sont destinés à des programmes de développement, mais non à des pays particuliers ou à des projets spécifiquement choisis et déterminés. Les souscriptions sont des participations au capital des banques régionales de développement et des contributions à leurs fonds spéciaux.
- Les coûts administratifs liés à la réalisation des programmes de développement sont comptés avec les dons bilatéraux, pour toutes les années indiquées ci-dessus, conformément aux normes actuelles du Comité d'aide au développement de l'OCDE.
- Les dons faits au Comité international de la Croix-Rouge sont compris dans l'aide bilatérale, conformément aux normes du CAD.
- Les « notes » émises en faveur de plusieurs organisations internationales, mais non encore décaissées, ne sont pas comptées ici.

Source : DDC/OFAEE, *Coopération au développement*, Rapport annuel 1996, 1997.

3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement (suite)

A. Types de contributions (1994, 1995 et 1996)

2. Versements nets des pays membres du CAD

Types de contributions	1994	1995	1996	1994	1995	1996
	En millions de dollars			En % du total		
Aide bilatérale	41'304	40'628	39'138	69.8	68.9	70.5
Dons	35'190	36'184	36'553	59.5	61.4	65.9
Prêts	6'114	4'444	2'585	10.3	7.5	4.7
Aide multilatérale	17'851	18'299	16'347	30.2	31.1	29.5
Total	59'155	58'927	55'485	100.0	100.0	100.0

Note : la définition des rubriques est en règle générale la même que celle du tableau précédent (classification établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE). Une exception y est signalée (cf. dernière note).

Source : OCDE, *Coopération pour le développement. Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement*. Rapport 1996, Paris, OCDE, 1998.

3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement (suite)

B. Principales catégories de l'aide publique suisse

Catégories	1994	1995	1996
	En millions de francs		
Confédération	1'295.5	1'249.0	1'247.2
Coopération technique	501.6	547.0	560.0
Aide financière	306.7	291.0	284.0
Mesures de politique économique et commerciale	180.2	136.0	136.0
Aide alimentaire	67.2	42.0	36.0
Aide humanitaire	183.6	200.0	193.0
Autres contributions	33.1	10.9	14.2
Coûts administratifs	29.1	28.1	28.8
Remboursements de prêts antérieurs	-6.0	-6.0	-4.8
Cantons et communes	21.9	20.1	20.0
Coopération technique	18.8	16.9	17.0
Aide humanitaire	3.1	3.2	3.0
Total	1'317.4	1'269.1	1'267.2

Notes : la **coopération technique** englobe l'assistance technique (experts et boursiers) et la mise à disposition de fonds et de matériel pour la réalisation de projets de développement.

L'**aide financière** consiste à prendre en charge des investissements précis dans certains domaines ou à soutenir des programmes d'ajustement structurel.

Les **mesures de politique économique et commerciale** comprennent les actions suivantes : promotion commerciale en faveur des pays en développement, promotion des investissements, domaine des produits de base, financement compensatoire et certaines aides financières (financement mixte, aide à la balance des paiements, mesures de désendettement).

Source : *Coopération au développement de la Confédération suisse*. Rapport annuel 1996, Berne : DDC/OFAEE (DFEP), 1997.

3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement (fin)

C. Effets économiques de l'aide publique au développement en Suisse (1994)

Catégorie d'aide	Dépenses APD en 1994	Effets primaires sur la dépense			
	A	Effets directs		Effets de levier	
		C	D = C/A	E	F = E/A
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%
Bilatérale	634.7	325.1	51	196.9	31
Coopération tech. et aide financière	237.9	96.1	40	11.4	5
Mesures de politique éco. et com.	198.9	110.3	55	125.2	63
Aide humanitaire et alimentaire	120.0	41.1	34	20.8	17
Frais administratifs	77.9	77.7	100	39.5	51

Catégorie d'aide	Dépenses APD en 1994	Effets primaires sur la dépense			
		Effets indirects		Effets de levier	
	A	Minimum	Maximum	J	K = J/A
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%
Multibi-/Multilatérale	686.2	672.9	98	828.8	121
Coop. tech., aide human. et alim.	437.9	358.8	82	397.9	91
Banques de développement	248.3	314.1	126	430.8	174

Catégorie d'aide	Dépenses APD en 1994	Effets sur le PIB			
		Effets directs		Effets de levier	
	A	L	M = L/A	N	O = N/A
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%
Bilatérale	634.7	869.5	137	926.7	146
Multibi-/Multilatérale	686.2	1'173.4	171	1'441.0	210
Total APD Confédération	1'320.9	2'042.9	155	2'367.7	179

Remarques sur le tableau 3.1. C.

Effets économiques de l'aide publique au développement (APD) sur l'économie suisse.

Une étude effectuée en 1996 fait le point sur les effets de l'APD en Suisse. L'évaluation distingue les effets de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale. Sous l'aide multilatérale sont comprises les actions multibilatérales (aide associée et cofinancements), ainsi que les contributions de la Suisse au CICR.

Trois types d'effets ont été observés dans l'étude :

1) **Effets primaires sur la dépense**, soit l'impact sur le chiffre d'affaires des entreprises suisses induit par les dépenses d'APD (colonnes C, E, G et J). Ces effets primaires comprennent :

- les **effets directs**, induits directement par l'APD de la Confédération (achats de biens et services suisses). Colonne C.
- Les **effets de levier**, induits par d'autres dépenses d'aide au développement (aide des cantons et communes, ONG, économie privée). Colonne E.

Avec ces deux effets ci-dessus, on peut dire qu'un franc d'APD bilatérale a entraîné en 1994 des dépenses de 0.82 franc en Suisse (somme des colonnes D et F). L'effet varie d'un instrument de coopération à l'autre. Ainsi, un franc de mesures économiques et commerciales a engendré 1.18 franc d'achats en Suisse, alors qu'un franc d'aide humanitaire et alimentaire engendre 57 centimes de dépenses en Suisse.

- **Effets indirects**, induits par les dépenses en Suisse d'organisations internationales, comparés aux contributions de la Suisse à ces dernières (colonne A). Les effets de l'APD multilatérale ont été estimés dans une fourchette comprise entre un minimum et un maximum. Sous minimum (colonne G) n'ont été prises en compte que les dépenses identifiées avec certitude en Suisse. Sous maximum (colonne J) ont été ajoutées des dépenses annoncées par certaines organisations internationales, mais non vérifiables en Suisse, ainsi que les dépenses auprès de succursales à l'étranger d'entreprises suisses.

Un franc d'aide multilatérale a ainsi engendré entre 98 centimes et 1.21 franc de dépenses en Suisse (colonnes H et K).

2) **Effet sur le Produit intérieur brut (PIB)**, se traduisant en terme de valeur ajoutée. Il comprend les effets immédiats sur le PIB et ceux engendrés par les dépenses secondaires induites par les dépenses d'APD (mécanisme du multiplicateur).

Les retombées d'un franc d'APD bilatérale sur l'économie suisse sont ainsi estimées à un montant se situant entre 1.37 franc et 1.46 franc (colonnes M et O). Les retombées d'un franc d'APD multilatérale étaient quant à elles comprises entre 1.71 fr. et 2.10 fr.

3) **Effet sur l'emploi**. Le nombre de postes de travail dépendant des dépenses d'APD peut être estimé entre 16'000 et 23'000.

Remarque : Le total de l'APD de la Confédération (1,321 milliard de francs) diffère légèrement des données officielles de la DDC (1,295 milliard). Cette différence s'explique par les différences pouvant intervenir entre la date d'enregistrement des déboursments par la DDC et leur comptabilisation par les institutions bénéficiaires.

Source : IUED/Université de Neuchâtel, *Effets économiques de l'aide publique au développement en Suisse, rapport final*, Genève et Neuchâtel, décembre 1996. Ce rapport a été réalisé sur mandat de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

3.2. Aide publique bilatérale au développement

A. Répartition par région de destination (1996)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Régions (1)	Versements suisses		Versements CAD	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
Afrique	283.9	31.8	15'856.8	32.8
<i>Nord du Sahara</i>	16.7	1.9	3'267.4	6.8
<i>Sud du Sahara</i>	238.5	26.7	11'976.0	24.8
<i>Non spécifié (2)</i>	28.7	3.2	613.5	1.3
Amérique	122.4	13.7	7'116.7	14.7
<i>Centre (avec Caraïbes)</i>	49.8	5.6	2'638.2	5.5
<i>Sud</i>	67.2	7.5	2'481.0	5.1
<i>Non spécifié (2)</i>	5.4	0.6	1'997.5	4.1
Asie	179.6	20.1	14'802.4	30.6
<i>Moyen-Orient</i>	19.1	2.1	4'446.9	9.2
<i>Asie Centrale et du Sud</i>	98.7	11.0	4'075.7	8.4
<i>Extrême-Orient</i>	49.5	5.5	5'911.6	12.2
<i>Non spécifié (2)</i>	12.3	1.4	368.2	0.8
Océanie	0.3	0.0	2'099.3	4.3
Europe (3)	62.7	7.0	1'428.9	3.0
Non spécifié (2)	244.5	27.4	7'016.6	14.5
Total	893.5	100.0	48'320.7	100.0

- (1) Pour les explications concernant la classification, voir point 4.2 «Composition des groupes de pays».
- (2) La destination géographique de ces versements n'est pas spécifiée (totalement ou en partie) car ils concernent plusieurs régions simultanément. Il s'agit des frais administratifs, des contributions à des cours ou au financement de recherches, du soutien de programmes entrepris par les oeuvres d'entraide ou encore des prestations cantonales et communales.
- (3) Les versements d'aide bilatérale en Europe comprennent (essentiellement) l'aide à l'Ex-Yougoslavie, à la Turquie et à l'Albanie. L'aide accordée aux pays de l'Europe de l'Est n'est pas comprise dans l'APD.

Note : l'aide publique bilatérale au développement comprend l'ensemble des volets bilatéraux de la coopération technique, de l'aide financière, des mesures de politique économique et commerciale, ainsi que l'aide alimentaire et l'aide humanitaire.

Sources : OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*, données provisoires, décembre 1997.

IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1996/97*, Genève, IUED, 1998.

3.2. Aide publique bilatérale au développement (fin)

B. Les vingt premiers pays destinataires (1996)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Versements de la Suisse				Versements des pays membres du Comité d'Aide au Développement			
Pays	Mio Fr.	%	Σ	Pays	Mio Fr.	%	Σ
1. Ex-Yougoslavie	39.8	4.5	4.5	1. Israël	2'739.9	5.7	5.7
2. Mozambique	33.5	3.7	8.2	2. Egypte	2'389.8	4.9	10.6
3. Bolivie	28.2	3.2	11.4	3. Chine	2'065.4	4.3	14.9
4. Inde	26.3	2.9	14.3	4. Indonésie	1'312.6	2.7	17.6
5. Rwanda	21.7	2.4	16.7	5. Inde	1'267.0	2.6	20.2
6. Tanzanie	19.3	2.2	18.9	6. Ex-Yougoslavie	1'052.9	2.2	22.4
7. Burkina Faso	18.4	2.1	21.0	7. Thaïlande	992.1	2.1	24.5
8. Népal	18.3	2.1	23.0	8. Nicaragua	944.4	2.0	26.4
9. Pakistan	16.9	1.9	24.9	9. Philippines	924.9	1.9	28.3
10. Madagascar	15.9	1.8	26.7	10. Bangladesh	796.7	1.6	30.0
11. Pérou	15.6	1.7	28.4	11. Tanzanie	748.3	1.5	31.5
12. Albanie	15.4	1.7	30.1	12. Bolivie	730.4	1.5	33.0
13. Afrique du Sud	15.2	1.7	31.8	13. Mozambique	682.2	1.4	34.5
14. Bangladesh	15.1	1.7	33.5	14. Viet Nam	580.3	1.2	35.7
15. Egypte	14.5	1.6	35.2	15. Côte d'Ivoire	555.3	1.1	36.8
16. Nicaragua	14.1	1.6	36.7	16. Ethiopie	550.6	1.1	37.9
17. Bénin	12.8	1.4	38.2	17. Polynésie française	497.3	1.0	39.0
18. Viet Nam	12.5	1.4	39.6	18. Congo	487.8	1.0	40.0
19. Indonésie	12.5	1.4	41.0	19. Nouvelle Calédonie	484.7	1.0	41.0
20. Palestine	11.7	1.3	42.3	20. Sénégal	484.6	1.0	42.0
Autres pays	271.3	30.4	72.6	Autres pays	21'017.2	43.5	85.5
Non spécifié (1)	244.5	27.4	100.0	Non spécifié (1)	7'016.6	14.5	100.0
Total	893.5	100.0		Total	48'320.8	100.0	

- (1) La destination de ces versements n'est pas spécifiée car ils concernent plusieurs pays simultanément. (Voir tableau précédent, note 2).

Sources : OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*, données provisoires, décembre 1997.

IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1996/97*, Genève, IUED, 1998.

3.3. Coopération technique et aide financière suisses

A. Répartition par régions et par pays de concentration (1995 et 1996)

Versements nets de la DDC

Régions Pays de concentration	1995		1996	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
Afrique	183.4	37.0	174.1	35.1
Bénin	19.0		12.6	
Burkina Faso	11.3		11.4	
Madagascar	17.2		13.9	
Mali	6.7		6.0	
Mozambique	25.5		22.8	
Niger	8.4		8.7	
Tanzanie	21.6		18.2	
Tchad	7.3		8.6	
Autres pays et projets régionaux	66.4		71.9	
Amérique latine	80.7	16.3	86.5	17.5
Bolivie	17.9		17.9	
Nicaragua/Amérique centrale (1)	33.8		29.9	
Pérou	8.0		13.2	
Autres pays et projets régionaux	21.1		25.5	
Asie et Océanie	140.1	28.2	144.5	29.2
Bangladesh	13.3		14.6	
Inde	25.7		27.5	
Indonésie (2)	15.7		12.3	
Népal	17.7		18.1	
Pakistan	14.8		15.9	
Viet Nam (2)	-		9.0	
Autres pays et projets régionaux	52.9		47.3	
Europe	10.9	2.2	19.9	4.0
Non classé	80.9	16.3	70.4	14.2
Total	496.0	100.0	495.4	100.0

(1) Dès 1995, il faut plutôt parler d'une région de concentration en Amérique centrale.

(2) Le Viet Nam/région du Mékong remplace l'Indonésie comme région de concentration depuis 1996.

Source : IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1996/97*, Genève, IUED, 1998.

3.3. Coopération technique et aide financière bilatérales suisses

B. Répartition des actions selon le mode de gestion (1995 et 1996)

Versements nets de la DDC

Modalités d'exécution	Coopération technique et aide financière			
	1995	1996		
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
Actions réalisées directement par la DDC	101.3	20.7	120.0	25.0
Actions réalisées en régie par des institutions et entreprises suisses	140.3	28.7	133.6	27.9
<i>dont organisation non gouvernementales</i>	<i>65.0</i>	<i>13.3</i>	<i>58.5</i>	<i>12.2</i>
Contributions à des institutions suisses pour des actions spécifiques	112.3	23.0	112.5	23.5
<i>dont organisation non gouvernementales</i>	<i>59.4</i>	<i>12.2</i>	<i>53.8</i>	<i>11.2</i>
Contributions à des organisations internationales pour des actions spécifiques	134.7	27.6	113.3	23.6
Total	488.6	100.0	479.4	100.0

Notes : la collaboration entre la DDC et les institutions suisses revêt généralement l'une des deux formes suivantes :

- **Exécution de projets en régie :** la DDC fixe, d'entente avec ses partenaires dans les pays en développement, les buts des projets et les moyens à mettre en oeuvre. Le rôle des régisseurs est défini dans les contrats de régie : il peut se limiter à des aspects techniques ou s'étendre à l'engagement de personnel et à l'achat de matériel. La DDC conserve la responsabilité principale de l'action. Le régisseur est une institution bénévole (voir tableau suivant), une collectivité publique, une institution universitaire ou une entreprise privée (firme de consultants par exemple). Seules les actions confiées en régie complète figurent à la deuxième ligne du tableau.

- **Contributions financières pour des projets spécifiques :** il s'agit surtout d'actions entreprises par les institutions bénévoles. La DDC décide de soutenir des projets dont elle a approuvé les objectifs ; elle contrôle l'exécution et les comptes. La DDC appuie aussi des activités de formation professionnelle poursuivies par des collectivités publiques et des institutions universitaires.

Les modalités de la collaboration entre la DDC et les organisations internationales pour des projets spécifiques sont indiquées sous le tableau 3.3.D.

Source : DDC/OFAEE, *Coopération au développement*, Rapport annuel 1996, 1997.

3.3. Coopération technique et aide financière bilatérales suisses

C. Contributions à des organisations internationales (pour des projets spécifiques) et à des instituts de recherche (1996)

Versements de la DDC

Organisations	Aide associée	Cofinance- ments	Total
	Millions de Francs		
Organisations des Nations Unies (N.U.)	18.3		18.3
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	3.1		3.1
UN Office for project services (UNOPS)	3.0		3.0
Progr. des N.U. pour le développement (PNUD)	2.8		2.8
Organis. des N.U. pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1.7		1.7
Org. des N.U. pour le dév. industriel (ONUDI)	1.7		1.7
Institut de formation et de recherche des N. U. (UNITAR)	1.2		1.2
Organisation mondiale de la santé (OMS)	0.8		0.8
Human rights field operation for Rwanda (UNHRFOR)	0.7		0.7
Programme alimentaire mondial (PAM)	0.6		0.6
Comité intergouv. de négociation sur la désertification (CIND)	0.4		0.4
Organisation internationale du travail (OIT)	0.4		0.4
Autres organisations des N. U.	1.8		1.8
Institutions financières de développement		50.0	50.0
Banque Mondiale		44.5	44.5
Banque asiatique de développement (BASD)		5.0	5.0
Banque ouest-africaine de développement		0.2	0.2
Banque africaine de développement (BAD)		0.3	0.3
Autres organisations internationales	14.7		14.7
Union internat. conservation nature (UICN)	4.6		4.6
Env. et dév. du Tiers Monde (ENDA)	2.3		2.3
Diverses organisations internationales	7.9		7.9
Instituts de recherche internationaux	34.6		34.6
Centres de recherche du groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	23.6		23.6
Autres instituts de recherche internationaux	11.0		11.0
Total	67.6	50.0	117.6

Les contributions accordées à des institutions internationales pour la réalisation de projets spécifiquement désignés par les pays donateurs sont comptées au nombre des prestations bilatérales. On entend par **aide associée** le financement d'un projet administré par une organisation internationale, mais choisi et suivi par le bailleur de fonds. Par **cofinancement**, on entend l'intervention simultanée de plusieurs fournisseurs d'aide (bilatéraux ou multilatéraux) dans le financement d'une action.

Source : DDC, septembre 1997.

3.4. Aide publique multilatérale au développement (1994 à 1996)

Versements nets par organisation

Organisations	1994	1995	1996
	En millions de Francs		
1. Organisations des Nations Unies (N.U.)	154.1	159.8	157.8
Programme des N. U pour le développement (PNUD)	59.5	65.5	58.0
Programme alimentaire mondial (PAM)	21.7	19.8	21.7
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	16.5	16.5	17.0
Haut Commissariat des N. U pour les réfugiés (HCR)	11.0	11.0	13.0
Office des N.U. pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)	9.7	8.7	9.5
Fonds des N.U. pour les activités en mat. de population (FNUAP)	8.8	8.9	9.0
Organisation mondiale de la santé (OMS)	6.0	6.6	4.8
Programme des N. U pour l'environnement (PNUE)	-	-	4.1
Autres organisations	20.9	22.8	20.7
2. Banques internationales de développement et leur fonds spéciaux	140.4	155.9	176.5
Agence multi. de garantie des investissements (AMGI)	-	-	1.0
Fonds africain de développement (FAD)	49.1	23.3	21.2
Banque asiatique de développement (BASD)	-	0.1	0.5
Fonds asiatique de développement (FAsD)	12.0	16.6	25.1
Banque interaméricaine de développement (BID)	0.4	0.9	2.0
Fonds des opérations spéciales de la BID	2.1	8.2	-
Agence internationale de développement (AID)	14.5	43.7	72.5
Banque internat. pour la reconstruction et le dév. (BIRD)	55.4	58.0	50.0
Société financière internationale (SFI)	5.3	5.1	4.2
Participation à la SFI et à l'AMGI pour le Kirghizistan	1.6	-	-
3. Autres Organisations multilatérales	37.8	32.3	38.4
Fonds international pour le développement (FIDA)	9.5	3.3	7.4
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	11.7	14.0	11.5
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN)	0.7	0.7	0.7
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	14.5	13.0	13.0
Autres organismes	1.4	1.3	5.8
Total APD multilatérale	332.3	348.0	372.7

Source : IUED, Aide suisse aux pays en développement 1996/97, Genève, IUED, 1998.

3.5. Contributions cantonales destinées à des actions de coopération technique et l'aide humanitaire

1996

Montants des contributions en 1996						Montants des contributions en 1996					
Cantons		Coopération technique	Aide humanitaire	Total	Capacité financière (1)	Cantons		Coopération technique	Aide humanitaire	Total	Capacité financière (1)
En milliers de francs						En milliers de francs					
Argovie	AG	150	100	250	99	Nidwald	NW	8	1	9	106
Appenzell						Obwald	OW	1	5	6	40
Rh.-Ext.	AR	48	10	58	61	Saint-Gall	SG	560	20	580	89
Appenzell						Schaffouse	SH	45	22	67	98
Rh.-Int.	AI	1	2	3	38	Schwyz	SZ	19		19	85
Bâle-Camp.	BL	885	180	1'065	120	Soleure	SO	80		80	79
Bâle-Ville	BS	1'102	90	1'192	148	Tessin	TI	85	145	230	77
Berne	BE	40		40	64	Thurgovie	TG	20	125	145	91
Fribourg	FR	23	27	50	58	Uri	UR	12	5	17	49
Genève	GE	2'157	850	3'007	136	Valais	VS	60		60	33
Glaris	GL	39	15	54	71	Vaud	VD	666	50	716	94
Grisons	GR	112	21	133	69	Zoug	ZG	90	20	110	228
Jura	JU	233	10	243	30	Zurich	ZH	1'328		1'328	157
Lucerne	LU	108	52	160	77	Ensemble					
Neuchâtel	NE	307	20	327	53	des cantons		8'179	1'770	9'949	100

(1) L'estimation de la capacité financière des cantons se base sur les quatre éléments suivants: le revenu cantonal par habitant (1993), la force fiscale (1992-93), la charge fiscale (1991-94) et les charges particulières des cantons montagnards. La base de l'indice correspond à la moyenne suisse. Elle est fixée à 100.

Remarque: Les cantons suisses ont en outre versé 1.4 million de francs pour les pays de l'Europe orientale. Ces contributions ne sont pas comprises dans l'aide au développement.

Sources: IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1996/97*, Genève, IUED, 1998.
Ordonnance fixant la capacité financière des cantons pour les années 1996 et 1997, du 22 novembre 1995, RO 1995/RS 613.11.

3.6. Contributions communales destinées à des actions de coopération au développement et d'aide humanitaire

Contributions communales (par canton) et 40 communes ayant effectué les versements les plus élevés (50'000 francs et plus)

	Montants des contributions en 1996				Montants des contributions en 1996		
	Coopération technique	Aide humanitaire	Total		Coopération technique	Aide humanitaire	Total
En milliers de francs				En milliers de francs			
Argovie	204	67	271	Neuchâtel	162	25	187
dont : Aarau	80	20	100	dont : Le Locle	68		68
Appenzell	1	0	1	Neuchâtel	63	10	73
Bâle Campagne	348	53	401	Saint-Gall	234	59	293
dont : Allschwil	42	20	62	dont : Jona	60		60
Münchenstein	70		70	Rapperswill	53		53
Reinach	76	20	96	St. Gall	105	45	147
Bâle Ville	110	68	178	Schaffouse	54	10	64
dont : Riehen	110	68	178	dont : Schaffouse	47	10	57
Berne	558	43	601	Soleure	140	10	150
dont : Bern	238	12	250	Tessin	36	41	77
Münsigen	116		116	Thurgovie	36	38	74
Fribourg	70	19	89	Valais	77	19	96
dont : Fribourg	56	12	68	Vaud	219	58	277
Genève	3'231	268	3'499	dont : Lausanne	93	11	104
dont : Bernex	76	5	81	Vevey	25	25	50
Carouge	264	9	273	Zoug	311	36	347
Chêne-Bougeries	85	3	88	dont : Baar	140	10	150
Cologny	89	23	112	Zug	171	26	197
Genève	1'162	50	1'212	Zurich	1'878	275	2'153
Grand-Saconnex	100	20	120	dont : Bülach	73		73
Lancy	422	2	424	Illnau-Ef.	50		50
Meyrin	232	55	287	Kloten	185		185
Plan-Les-Ouates	62	4	66	Maur	103		103
Thônex	85	12	97	Uster	50		50
Vernier	180	9	189	Wallisellen	94		94
Versoix	50		50	Winterthur	106	15	121
Grisons	8	8	16	Zollikon	55	62	117
Jura	19		19	Zürich	700	100	800
Lucerne	165	30	195				
dont : Lucerne	95	20	115	Total	7'861	1'127	8'988

Note : En 1996, les communes ont en plus versé 1.4 million de francs pour l'aide aux pays de l'Europe orientale. Ces contributions ne sont pas comprises dans l'aide au développement.

Source : IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1996/97*, Genève, IUED 1998.

3.7. Activités de coopération des ONG financées par les fonds propres des organisations

A. Versements destinés à des actions de coopération technique et d'aide humanitaire (1996)

Institutions	Dons privés		
	Coopération technique	Aide humanitaire	Total
	En milliers de francs		
Terre des Hommes Lausanne	5'021	12'617	17'638
Comité suisse pour l'UNICEF	16'404		16'404
Caritas	6'544	9'850	16'394
Entraide protestante suisse (EPER/HEKS)	10'024	5'989	16'013
Croix-Rouge Suisse (CRS/SRK)	5'897	5'750	11'647
Action de Carême/Fastenopfer	9'692		9'692
Handicap International	5'341	1'819	7'160
Villages d'enfants SOS	5'405		5'405
Helvetas	5'238		5'238
Bethlehem Mission	4'295		4'295
Seraphisches Liebeswerk	1'408	2'705	4'113
Christoffel Blindenmission	3'654		3'654
Novartis Foundation	3'620	10	3'630
Institut Ingenbohl	2'819	397	3'216
Emmaüs, aide aux lépreux	2'565		2'565
Frères de nos Frères	2'544		2'544
International Relief	2'500		2'500
Fondation Aga Khan	2'479		2'479
Kroatisches humanitäres Forum		2'423	2'423
St. Petrus-Claver-Solidarität	1'323	1'100	2'423
Stiftung Kinder in Brasilien	2'400		2'400
Institut Menzingen	1'955	392	2'347
Terre des Hommes Suisse - Bâle	2'236	100	2'336
Swissaid	2'183		2'183
Armée du Salut/Heilsarmee	2'096	68	2'164
MIVA - Schweiz. Missionsverkehrsaktion	2'074		2'074
Basler Mission	1'984	48	2'032
Christian Solidarity internat.	589	1'418	2'007
Benediktiner-Missionare Uznach	1'698	267	1'965
Kinderdorf Kirjath Jearim Israël	1'928		1'928
Mediswiss	685	1'216	1'901
Institut Baldegg	1'838	26	1'864
WWF Suisse	1'853		1'853
Mission der St. Anna Schwestern	1'600	221	1'821
Terre des Hommes Suisse - Genève	1'564	44	1'608
Autres institutions	47'514	9'163	56'677
Total	170'970	55'623	226'593

Source : IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1996/97*, Genève, IUED, 1998.

3.7. Contributions des collectivités publiques aux activités de coopération des ONG

B. Activités des ONG financées par des contributions publiques

Institutions	Actions des ONG	Volontaires	Aide humanitaire	Total	Actions en régie
En millions de francs					
Contributions de la Confédération					
Helvetas	11.3		0.3	11.6	10.7
Caritas	3.3		7.2	10.5	
Croix-Rouge Suisse (CRS)	3.2		6.7	9.9	0.9
Swisscontact	5.4			5.4	11.1
Terre des Hommes Lausanne		0.1	5.2	5.3	0.0
Entraide protestante suisse (EPER/HEKS)	2.6		1.7	4.3	1.8
Swissaid	2.8		0.2	3.0	0.2
Action de Carême/Fastenopfer	2.5		0.0	2.5	
Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO/SAH)	2.1		0.0	2.1	0.5
Pain pour le prochain	2.1			2.1	
Interteam		2.1		2.1	
Fédération genevoise de coopération	2.0			2.0	
Armée du Salut/Heilsarmee		0.2	1.4	1.6	
Frères sans frontières (FSF)		1.2		1.2	
Médecins sans frontières	0.1		1.1	1.2	
Terre des Hommes Suisse - Genève			1.1	1.1	
Communauté de travail des ONG suisses	1.1			1.1	
Fondation Village d'Enfants Pestalozzi (SKIP)	0.6		0.4	1.0	
Fondation Hirondelle	0.9			0.9	0.1
Basler Mission		0.5	0.4	0.9	
Medair			0.8	0.8	
Solidarité Tiers Monde		0.1	0.7	0.7	
Comité de soutien au peuple sahraoui			0.7	0.7	
Enfants du Monde (EdM)	0.1		0.5	0.7	0.6
Fond. petite entreprise Amér. latine (Fundes)	0.6			0.6	
Solidar Med		0.5		0.5	0.8
Intercoopération				0.0	28.3
Union mondiale ORT				0.0	2.4
Autres organisations	1.1	6.5	2.1	9.7	1.0
Total Confédération	42.7	11.2	30.5	84.3	58.5
Versements des cantons aux ONG				9.6	
Versements des communes aux ONG				8.6	

Source : IUED, Aide suisse aux pays en développement 1996/97, Genève, IUED, 1998.